RCS : AMIENS
Code greffe : 8002

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AMIENS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00278
Numéro SIREN : 838 470 185
Nom ou dénomination : AUX BINOCLES

Ce dépôt a été enregistré le 26/03/2019 sous le numéro de dépôt A2019/001460

*GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE* ..... *AMIENS*

389405

**Dénomination :** AUX BINOCLES
**Adresse :** 15 rue Lamarck 80300 Albert -FRANCE-

**n° de gestion :** 2018B00278
**n° d'identification :** 838 470 185

**n° de dépôt :** A2019/001460
**Date du dépôt :** 26/03/2019

**Pièce :** Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 16/03/2018

389405

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
26 MARS 2019
AMIENS
80 - 02

**AUX BINOCLES**
**Société par actions simplifiée**
**au capital de 10.000,00 euros**
**Siège social : 15, rue Lamarck**
**80300 ALBERT**

**838.470.185 RCS AMIENS**

---

**PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 16 MARS 2019**

Le seize mars deux mille dix-neuf, à dix-sept heures quinze, les actionnaires de la Société dénommée « AUX BINOCLES », Société par actions simplifiée au capital de dix mille euros (10.000,00 €), divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale unitaire égale à cent euros (100,00 €), se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social sis à ALBERT (Somme), 15, rue Lamarck, sur convocation verbale de Monsieur Corentin MINGUET, Président en exercice et actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence signée par les actionnaires présents entrant en séance.

Sont présents :

- **Monsieur Corentin MINGUET**, propriétaire de.....50 actions
- **Monsieur Médéric WAUTERS**, propriétaire de.....50 actions

Total des actions des actionnaires présents : cent (100) actions sur les cent (100) actions composant le capital social.

Monsieur Corentin MINGUET préside la séance en qualité de Président de la Société et actionnaire.

Le Président de séance constate que tous les actionnaires sont présents, en conséquence de quoi l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise sur l'ordre du jour suivant :

- **DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE DE CHAQUE ACTION,**
- **DEMISSION DE MONSIEUR MEDERIC WAUTERS DE SES FONCTIONS DE DIRECTEUR GENERAL,**
- **DEMISSION DE MONSIEUR CORENTIN MINGUET DE SES FONCTIONS DE PRESIDENT,**
- **NOMINATION DE MONSIEUR MEDERIC WAUTERS AUX FONCTIONS DE PRESIDENT,**
- **AGREMENT A LA CESSION DES CINQUANTE (50) ACTIONS APPARTENANT A MONSIEUR CORENTIN MINGUET AU PROFIT DE MONSIEUR MEDERIC WAUTERS,**
- **REMBOURSEMENT DU COMPTE-COURANT ASSOCIE DE MONSIEUR CORENTIN MINGUET.**



Ca MW

**AVANT DE DELIBERER, LE PRESIDENT DE SEANCE EXPOSE CE QUI SUIT :**

Aux termes d'un acte sous signatures privées en date du vingt-deux mars deux mille dix-huit (22 mars 2018), il a été constitué, pour une durée égale à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, une Société par Actions Simplifiée dénommée « AUX BINOCLES » entre Monsieur Corentin MINGUET et Monsieur Médéric WAUTERS, actionnaires égalitaires.

Le siège social a été fixé à ALBERT (Somme), 15, rue Lamarck.

Immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés d'AMIENS (Somme), sous le numéro 838.470.185, cette société a pour objet :

- Le commerce de détail d'optique en commerce mais également au domicile des particuliers : vente et montage de verres correcteurs, vente de lunettes, de lentilles de contact, de produits d'entretien pour les lunettes et les lentilles et, plus généralement, la vente d'articles divers en rapport avec l'optique,
- L'optométrie,
- La création de montures,
- La réparation d'optique,
- La réalisation d'examens auditifs,
- Le commerce d'appareils auditifs,

Le capital social initial, fixé à la somme de dix mille euros (10.000,00 €), a été divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale unitaire égale à cent euros (100,00 €), attribuées et réparties entre les actionnaires comme suit :

- Monsieur Corentin MINGUET, à concurrence de.....50 actions

- Monsieur Médéric WAUTERS, à concurrence de.....50 actions

Total au nombre d'actions composant le capital social : 100 actions.

Monsieur Corentin MINGUET a été nommé, pour une durée illimitée, en qualité de Président tandis que, de son côté, Monsieur Médéric WAUTERS assure les fonctions de Directeur Général de la Société.

**AUCUNE MODIFICATION N'A ÉTÉ APPORTEE AUX STATUTS DE LA SOCIETE DEPUIS SA CONSTITUTION.**

Puis, le Président de séance dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- les statuts constitutifs de la Société, cette dernière n'ayant acté aucune modification depuis de sa constitution,
- la feuille de présence.

Consécutivement, le Président de séance ouvre la discussion.

Monsieur Corentin MINGUET, Président en exercice et actionnaire, prend la parole et fait part à la collectivité des actionnaires de son intention de se retirer de la Société dénommée « AUX BINOCLES », pour convenances personnelles, à compter rétroactivement du vingt-huit février deux mille dix-neuf (28 février 2019), en démissionnant corrélativement de ses fonctions de Président à compter de cette même date.

Corrélativement, Monsieur Corentin MINGUET invite la collectivité des actionnaires à se prononcer sur la démission de ses fonctions de Président au sein de la Société dénommée « AUX BINOCLES ».

De surcroit, la collectivité des actionnaires a, d'un commun accord, après divers pourparlers préalablement aux présentes, convenu que Monsieur Médéric WAUTERS, d'ores et déjà Directeur Général et actionnaire, acquiert la totalité des cinquante (50) actions appartenant à Monsieur Corentin MINGUET et assure les fonctions de Président de la Société en remplacement de Monsieur Corentin MINGUET, démissionnaire.

Plus personne ne demandant la parole, le Président de séance met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

**PREMIERE RESOLUTION : DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE DE L'ACTION**

La collectivité des actionnaires décide de fixer la valeur vénale de l'action à sa valeur nominale, soit **CENT EUROS (100,00 €)**.

Renonciation à expertise :

La collectivité des actionnaires expose qu'elle a expressément renoncé à faire réaliser une expertise pour déterminer la valeur de ladite part.

Elle précise qu'elle a demandé au rédacteur d'établir l'acte en conséquence et constate, de surcroit, que ce dernier n'a pas participé à l'établissement du prix.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***

**DEUXIEME RESOLUTION : DEMISSION DE MONSIEUR MEDERIC WAUTERS DE SES FONCTIONS DE DIRECTEUR GENERAL**

En conséquence de l'exposé préalable des présentes, Monsieur Médéric WAUTERS fait part à la collectivité des actionnaires, en prévision du retrait de Monsieur Corentin MINGUET de la Société à compter rétroactivement du vingt-huit février deux mille dix-neuf (28 février 2019), outre la démission corrélative de ses fonctions de Président à compter de cette même date, de son intention de démissionner de ses fonctions de Directeur Général à compter rétroactivement du vingt-huit février deux mille dix-neuf (28 février 2019).

Au vu des dispositions de l'article dix-huit (18) des statuts, en son sous-titre intitulé « Durée des fonctions », Monsieur Médéric WAUTERS demande à la collectivité des actionnaires de bien vouloir le dispenser de la notification préalable, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à destination du Président de la Société, un (1) mois avant la date d'effet de la démission.

La collectivité des actionnaires prend acte du souhait de Monsieur Médéric WAUTERS de démissionner de ses fonctions de Directeur Général à compter rétroactivement du vingt-huit février deux mille dix-neuf (28 février 2019), ce qu'elle accepte à compter de cette même date en le dispensant du formalisme préalable prévu par l'article dix-huit (18) des statuts, en son sous-titre intitulé « Durée des fonctions », tout en lui donnant quitus de sa gestion.

L'article trente-sept (37) des statuts sera mis à jour en conséquence.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***



CM MW

**TROISIEME RESOLUTION : DEMISSION DE MONSIEUR CORENTIN MINGUET DE SES FONCTIONS DE PRESIDENT**

En conséquence de l'exposé préalable des présentes, Monsieur Corentin MINGUET fait part à la collectivité des actionnaires, en prévision de son retrait de la Société à compter rétroactivement du vingt-huit février deux mille dix-neuf (28 février 2019), de son intention de démissionner de ses fonctions de Président à compter rétroactivement du vingt-huit février deux mille dix-neuf (28 février 2019).

Au vu des dispositions de l'article dix-sept (17) des statuts, en son sous-titre intitulé « Durée des fonctions », Monsieur Corentin MINGUET demande à la collectivité des actionnaires de bien vouloir le dispenser de la notification préalable, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à destination de la collectivité des actionnaires, un (1) mois avant la date d'effet de la démission.

La collectivité des actionnaires prend acte du souhait de Monsieur Corentin MINGUET de démissionner de ses fonctions de Président à compter rétroactivement du vingt-huit février deux mille dix-neuf (28 février 2019), ce qu'elle accepte à compter de cette même date en le dispensant du formalisme préalable prévu par l'article dix-sept (17) des statuts, en son sous-titre intitulé « Durée des fonctions », tout en lui donnant quitus de sa gestion.

L'article trente-sept (37) des statuts sera mis à jour en conséquence.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***

**QUATRIEME RESOLUTION : NOMINATION DE MONSIEUR MEDERIC WAUTERS AUX FONCTIONS DE PRESIDENT**

En conformité avec l'article dix-sept (17) des statuts, en son premier sous-titre intitulé « Désignation », la collectivité des actionnaires décide de nommer, en qualité de Président de la Société, à compter rétroactivement du vingt-huit février deux mille dix-neuf (28 février 2019) :

> - **Monsieur Médéric, Raphaël, Gervais WAUTERS**, ex-Directeur Général, né le 22 janvier 1993 à SAINT-SAULVE (Nord), de nationalité française, célibataire majeur non-soumis à un Pacte Civil de Solidarité régi par les articles 515-1 et suivants du Code civil,
>
> Demeurant 12, rue d'en Haut - 80240 LONGAVESNES (Somme),

Qui accepte, pour une durée illimitée tel que cela figure à l'article dix-sept (17) des statuts, en son second sous-titre intitulé « Durée des fonctions ».

Monsieur Médéric WAUTERS, ex-Directeur Général de la Société, déclare, pour rappel, ne pas être frappé d'une des interdictions empêchant l'exercice desdites fonctions.

En contrepartie de ses fonctions, la collectivité des actionnaires décide que Monsieur Médéric WAUTERS aura droit à une rémuneration qui sera fixée au cours d'une prochaine délibération des actionnaires. Comme cela était déjà le cas lorsque Monsieur Médéric WAUTERS assurait les fonctions de Directeur Général de la Société, il aura, de surcroit, droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

L'article trente-sept (37) des statuts sera mis à jour en conséquence.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***

**<u>CINQUIEME RESOLUTION</u> : AGREMENT DE LA CESSION DES CINQUANTE (50) ACTIONS APPARTENANT A MONSIEUR CORENTIN MINGUET AU PROFIT DE MONSIEUR MEDERIC WAUTERS**

Conformément à l'article treize (13) des statuts, la collectivité des actionnaires, après avoir pris connaissance du souhait que leur a exprimé Monsieur Corentin MINGUET de son intention de céder les cinquante (50) actions lui appartenant dans la Société dénommée « AUX BINOCLES » moyennant le prix, pour l'ensemble des actions cédées, égal à cinq mille euros (5.000,00 €), soit cent euros (100,00 €) par action cédée, au profit de Monsieur Médéric WAUTERS, d'ores et déjà actionnaire, déclare agréer ladite cession.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***

**<u>SIXIEME RESOLUTION</u> : REMBOURSEMENT DU SOLDE DU COMPTE-COURANT ASSOCIE DE MONSIEUR CORENTIN MINGUET**

Le retrait de Monsieur Corentin MINGUET entraîne l'exigibilité immédiate du solde de son compte-courant associé créditeur s'élevant, lors de la clôture de l'exercice clos le trente-et-un décembre deux mille dix-huit (31 décembre 2018), à la somme de mille cinq cent cinquante-et-un-euros et quatre-vingt-dix centimes (1.551,90 €).

Le montant de ce compte-courant associé étant susceptible de varier avec les dernières écritures comptables, et pour ne pas déséquilibrer la trésorerie de la Société, la collectivité des associés s'engage à solder ce compte-courant associé, qu'il soit créditeur ou débiteur, dès que les dernières écritures comptables seront effectuées et, au plus tard, avant le trente juin deux mille dix-neuf (30 juin 2019).

Il est expressément stipulé qu'en cas de non-paiement dudit prix à l'échéance définie ci-dessus, et sur simple mise en demeure non suivie d'effet dans les quinze (15) jours, il sera dû, sur la partie du prix non payée, des indemnités de retard calculées au taux légal, rétroactivement à compter de la date d'exigibilité de l'annuité. Les indemnités ainsi déterminées et non réglées pour le trente-et-un décembre (31 décembre) de chaque année, s'ajouteront au montant du prix non payé, et porteront les intérêts au même taux.

Monsieur Corentin MINGUET reconnait que le rédacteur d'acte a particulièrement attiré son attention sur les dangers d'un paiement à terme en l'absence de prise de garantie, tel qu'un nantissement de parts de société, une caution hypothécaire ou bancaire et confirme, malgré tout, ne pas vouloir prendre de garantie tout en déchargeant le rédacteur de toute responsabilité à cet égard.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.***

Suite à la cinquième résolution qui précède, la séance est suspendue à dix-sept heures quarante-cinq afin de procéder au formalisme relatif à la cession des cinquante (50) actions appartenant à Monsieur Corentin MINGUET au profit de Monsieur Médéric WAUTERS.



CM MW

Consécutivement à la régularisation du formalisme afférent à cette cession d'actions, la Société a perdu son caractère pluripersonnel à compter rétroactivement du vingt-huit février deux mille dix-neuf (28 février 2019). De fait, le capital social, fixé à la somme de dix mille euros (10.000,00 €), est divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale unitaire égale à cent euros (100,00 €), attribuées en totalité à Monsieur Médéric WAUTERS, devenu actionnaire unique.

Le préambule des statuts sera mis à jour en conséquence.

Monsieur Médéric WAUTERS, désormais actionnaire unique, devient le seul décisionnaire sur l'ordre du jour suivant :

- **MISE A JOUR CORRELATIVE DES STATUTS,**
- **DELEGATION DE POUVOIRS EN VUE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES.**

**PREMIERE DECISION : MISE A JOUR CORRELATIVE DES STATUTS**

Consécutivement aux résolutions qui précèdent, Monsieur Médéric WAUTERS, désormais actionnaire unique, prend acte de la nécessite de modifier le préambule ainsi que l'article trente-sept des statuts comme suit :

1. **Aux termes du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 16 mars 2019, prenant effet à compter rétroactivement du 28 février 2019, la Société se poursuit avec :**

   **LE SOUSSIGNE :**

- **Monsieur Médéric, Raphaël, Gervais WAUTERS**, né le 22 janvier 1993 à SAINT-SAULVE (Nord), de nationalité française, célibataire majeur non-soumis à un Pacte Civil de Solidarité régi par les articles 515-1 et suivants du Code civil,

  Demeurant 12, rue d'en Haut - 80240 LONGAVESNES (Somme),

  **De seule et unique part.**

2. **Aux termes du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 16 mars 2019, prenant effet à compter rétroactivement du 28 février 2019, il a été constaté la nomination de Monsieur Médéric WAUTERS aux fonctions de Président en remplacement de Monsieur Corentin MINGUET, démissionnaire, Monsieur Médéric WAUTERS étant lui-même démissionnaire de ses fonctions de Directeur Général.**

**DEUXIEME DECISION : DELEGATION DE POUVOIRS EN VUE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES**

Monsieur Médéric WAUTERS, devenu actionnaire unique, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à dix-huit heures quinze et il est, en conséquence, procédé aux déclarations d'usage.



CM MW

**FRAIS**

Les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par la Société qui s'y oblige expressément.

**DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties font, en tant que de besoin, élection de domicile au siège social de la Société, fixé à ALBERT (Somme), 15, rue Lamarck.

**SIGNIFICATION**

Avant de clore l'assemblée générale, il est précisé que cette modification, intervenant dans le fonctionnement de la Société, fera l'objet d'une mise à jour des statuts, certifiée sincère par le Président de la Société, et d'un dépôt, auprès du Registre du Commerce et des Sociétés d'AMIENS (Somme), d'un exemplaire original du présent procès-verbal, outre un exemplaire des statuts certifiés sincères par le Président.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les actionnaires présents en début de séance.

Fait à **ALBERT**

Le **16 mars 2019**

En quatre exemplaires originaux.

Les parties approuvent :
- Renvois :
- Mots rayés nuls :
- Chiffres rayés nuls :
- Lignes entières rayées nulles :
- Barres tirées dans les blancs :

| | |
|---|---|
| **Monsieur Corentin MINGUET** | |
| **Monsieur Médéric WAUTERS** | |



CM MW

*GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE* ..... *AMIENS*

389404

**Dénomination :** AUX BINOCLES
**Adresse :** 15 rue Lamarck 80300 Albert -FRANCE-

**n° de gestion :** 2018B00278
**n° d'identification :** 838 470 185

**n° de dépôt :** A2019/001460
**Date du dépôt :** 26/03/2019

**Pièce :** Statuts mis à jour du 16/03/2018

389404

**AUX BINOCLES**
**Société par actions simplifiée unipersonnelle**
**au capital de 10.000,00 euros**
**Siège social : 15, rue Lamarck**
**80300 ALBERT**

**838.470.185 RCS AMIENS**

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
26 MARS 2019
AMIENS
80 - 02

---

# STATUTS

**Mis à jour en date du 16 mars 2019**

**Pour copie certifiée conforme,**
**Le Président**

**LES SOUSSIGNÉS** :

**1. / Monsieur Corentin, Tristan, Gautier MINGUET**, né le 27 septembre 1991 à GOUVIEUX (Oise), de nationalité française, engagé dans les liens d'un Pacte Civil de Solidarité avec Madame Sophie, Martine, Marie DEFFONTAINES, née le 28 août 1992 à AMIENS (Somme), sous le régime de la séparation de biens, suivant déclaration conjointe enregistrée auprès du greffe du Tribunal d'Instance de PERONNE (Somme), le 24 juin 2016.

Demeurant 35, rue de Péronne - 80980 DOMPIERRE-BECQUINCOURT.

**De première part,**

**2. / Monsieur Médéric, Raphaël, Gervais WAUTERS**, né le 22 janvier 1993 à SAINT-SAULVE (Nord), de nationalité française, célibataire majeur non-engagé dans les liens d'un Pacte Civil de Solidarité.

Demeurant 12, rue d'en Haut - 80240 LONGAVESNES.

**De seconde part,**

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister entre eux.

**Aux termes du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 16 mars 2019, prenant effet à compter rétroactivement du 28 février 2019, la Société se poursuit avec** :

**LE SOUSSIGNE** :

- **Monsieur Médéric, Raphaël, Gervais WAUTERS**, né le 22 janvier 1993 à SAINT-SAULVE (Nord), de nationalité française, célibataire majeur non-soumis à un Pacte Civil de Solidarité régi par les articles 515-1 et suivants du Code civil,

  Demeurant 12, rue d'en Haut - 80240 LONGAVESNES (Somme),

## ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.
Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

## ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- **L'OPTOMETRIE,**
- **LES ACTIVITES D'OPTICIEN-LUNETIER,**

- **LA CREATION DE MONTURES,**
- **LE COMMERCE DE DETAIL D'OPTIQUE EN COMMERCE MAIS EGALEMENT AU DOMICILE DES PARTICULIERS : VENTE ET MONTAGES DE VERRES CORRECTEURS, VENTE DE LUNETTES, VENTE DE LENTILLES DE CONTACT, VENTE DE PRODUITS D'ENTRETIEN POUR LES LUNETTES ET LES LENTILLES ET VENTE D'ARTICLES DIVERS,**
- **LA REALISATION D'EXAMENS AUDITIFS,**
- **LE COMMERCE D'APPAREILS AUDITIFS,**
- **LA REPARATION D'OPTIQUE.**

Plus généralement, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

## ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

**" AUX BINOCLES "**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

## ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

**15, rue Lamarck - 80300 ALBERT**

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires.

## ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

## ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la Société :

- **Monsieur Corentin MINGUET**, une somme en numéraire de cinq mille euros, ci.....**5.000,00 €**

- **Monsieur Médéric WAUTERS**, une somme en numéraire de cinq mille euros, ci.....**5.000,00 €**

**TOTAL DES APPORTS** :

Apports en numéraire

Une somme en numéraire de dix mille euros (10.000,00 €), correspondant à cent (100) actions de numéraire, d'une valeur nominale unitaire égale à cent euros (100,00 €), souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi par la banque CIC Nord Ouest, agence d'ALBERT (80300), dépositaire des fonds, en date du 21 mars 2018, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit dix mille euros (10.000,00 €), a été régulièrement déposée sur un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

## ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **DIX MILLE EUROS (10.000,00 €)**.

Toutes les actions sont de même catégorie.

## ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L.225-129-2 du Code de commerce.
Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

## ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

## ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

## ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de trois (3) mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

## ARTICLE 12 - PREEMPTION

La cession des actions de la Société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai d'un (1) mois de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qui disposeront d'un délai d'un (1) mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai d'un (1) mois dont disposent les associés pour se porter acquéreurs, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra se soumettre à la procédure d'agrément.

## ARTICLE 13 - AGREMENT

**Les actions de la Société ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, quel que soit la qualité du cessionnaire ou de l'ayant-droit, qu'avec le consentement des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.**

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois (3) mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois (3) mois compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

**Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, à titre onéreux ou gratuit, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.**

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

## ARTICLE 14 - LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

## ARTICLE 15 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

## ARTICLE 16 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision.

Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un (1) mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

## ARTICLE 17 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale associée ou non associée de la Société.

Désignation :

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective extraordinaire des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, elle doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions :

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Les fonctions du Président prennent fin soit par la démission ou la révocation, soit par l'ouverture, à son encontre, d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée un (1) mois avant la date d'effet de ladite décision.

La révocation du Président peut être prononcée par décision collective des associés prise à la majorité des deux-tiers des associés, présents, représentés ou votants par correspondance. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président à hauteur de six (6) mois de rémunération.

Rémunération :

En rémunération de ses fonctions de Président et en compensation de la responsabilité attachée à la fonction, le Président ci-après nommé recevra un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel.
Il aura droit en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs :

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Responsabilité :

Le Président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises par lui dans sa gestion.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

## ARTICLE 18 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation :

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général, associée ou non de la société.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions :

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président. La révocation du Directeur Général est prononcée par décision du Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Directeur Général.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision au Président, par lettre recommandée adressée un (1) mois avant la date d'effet de ladite décision.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération :

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 19 des statuts.

Pouvoirs :

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

## ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L.227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

## ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, à la majorité simple, procéder à ces désignations si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

## ARTICLE 21 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L.2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social huit (8) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les deux (2) jours de leur réception.

## ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

a) Sont de nature extraordinaires, toutes les décisions emportant modification, directe ou indirecte, des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature.

L'assemblée générale extraordinaire peut décider notamment :

- l'augmentation ou la réduction du capital social ;
- l'agrément d'un tiers à la Société ;
- la prorogation de la Société ;
- sa dissolution ;
- sa transformation en société de toute autre forme ;
- la nomination du Président ;
- le transfert du siège social.

b) Sont de nature ordinaires toutes décisions collectives qui ne sont pas dans le champ d'application des décisions de nature extraordinaire, notamment :

- celles s'appliquant à l'approbation du rapport écrit d'ensemble des gérants sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou des pertes encourues ;
- celles s'appliquant à l'affectation et à la répartition des résultats.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

## ARTICLE 23 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

## ARTICLE 24 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

## ARTICLE 25 - ASSEMBLEE GENERALE

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.
Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite quinze (15) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.
Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.
L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 50 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les deux (2) jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

## ARTICLE 26 - REGLES D'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent.

Chaque action donne droit à une voix.

Majorité :

**Les décisions extraordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant au moins les deux tiers du capital social, à l'exception des décisions relatives aux modifications des clauses d'inaliénabilité des actions, d'agrément, de nullité des cessions d'actions et de cessions d'actions pour lesquelles l'unanimité est requise.**

**Les décisions de nature ordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.**

## ARTICLE 27 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés et signés par le Président, le secrétaire, les associés présents et les mandataires des associés représentés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

## ARTICLE 28 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés quinze (15) jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

## ARTICLE 29 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une (1) année, qui commence le premier juillet (1er juillet) et finit le trente juin (30 juin) de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le trente juin deux mille dix-neuf (30 juin 2019).

## ARTICLE 30 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L.225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes.
Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

## ARTICLE 31 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.
Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

## ARTICLE 32 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

## ARTICLE 33 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## ARTICLE 34 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

## ARTICLE 35 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.
Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.
Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

## ARTICLE 36 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## ARTICLE 37 - NOMINATION DES DIRIGEANTS

Nomination du Président :

Le premier Président de la Société, nommé aux termes des présents statuts, sans limitation de durée est :

- **Monsieur Corentin, Tristan, Gautier MINGUET**, né le 27 septembre 1991 à GOUVIEUX (Oise), de nationalité française,

Demeurant 35, rue de Péronne - 80980 DOMPIERRE-BECQUINCOURT.

Monsieur Corentin MINGUET accepte les fonctions de Président et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité, ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

En contrepartie de ses fonctions, Monsieur Corentin MINGUET percevra une rémunération dont les modalités de fixation et de règlement seront déterminées par une décision ultérieure.

Nomination du Directeur Général :

Est nommé en qualité de Directeur Général de la Société, sans limitation de durée, et sans qu'il puisse toutefois excéder celle du mandat du Président :

**- Monsieur Médéric, Raphaël, Gervais WAUTERS**, né le 22 janvier 1993 à SAINT-SAULVE (Nord), de nationalité française, célibataire majeur non-engagé dans les liens d'un Pacte Civil de Solidarité,

Demeurant 12, rue d'en Haut - 80240 LONGAVESNES.

Conformément aux dispositions des statuts, Monsieur Médéric WAUTERS disposera des mêmes pouvoirs de direction que le Président de la Société.

Conformément aux statuts, il aura, comme le Président, le droit de représenter la Société à l'égard des tiers.

Monsieur Médéric WAUTERS, ainsi nommé, accepte les fonctions de Directeur Général et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Monsieur Médéric WAUTERS percevra une rémunération dont les modalités de fixation et de règlement seront déterminées par une décision ultérieure.

**Aux termes du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 16 mars 2019, prenant effet à compter rétroactivement du 28 février 2019, il a été constaté la nomination de Monsieur Médéric WAUTERS aux fonctions de Président en remplacement de Monsieur Corentin MINGUET, démissionnaire, Monsieur Médéric WAUTERS étant lui-même démissionnaire de ses fonctions de Directeur Général.**

## ARTICLE 38 - MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

Les soussignés donnent mandat à Messieurs Corentin MINGUET et Médéric WAUTERS, demeurant respectivement 35, rue de Péronne - 80980 DOMPIERRE-BECQUINCOURT (Somme) et 12, rue d'en Haut - 80240 LONGAVESNES (Somme), à l'effet de passer les actes et de prendre, pour le compte de la Société, les engagements nécessaires à la constitution de la société.

Ces engagements seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

## ARTICLE 39 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société et notamment :

- procéder à l'enregistrement des statuts auprès du Service des impôts compétent ;
- signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;
- effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- à cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

*Statuts mis à jour le 16 mars 2019.*